

grande partie de la dépréciation de la propriété foncière, et de la gêne qui règne dans le pays, et surtout dans Ontario, est due à des causes générales qui se font sentir partout, et que le gouvernement ne peut contrôler. Cela peut être vrai en partie; mais que penser d'hommes d'Etat qui, sachant qu'il existe un ensemble de causes de nature à produire une crise agricole, et à déprécier la propriété foncière, choisissent justement ce temps pour augmenter le fardeau qui pèse sur l'agriculture? S'il y a jamais eu une époque où le cultivateur aurait dû être favorisé, où ses charges auraient dû être diminuées, c'est pendant ces 10 dernières années—justement la période qu'ont choisie les honorables ministres pour augmenter le fardeau qui pèse sur lui. Il y a certains faits qui ne sont pas discutables. D'abord, quiconque a étudié la statistique, ou a voyagé quelque peu dans les campagnes d'Ontario, ne peut nier que le plus grand nombre des districts ruraux, sont au moins stationnaires, s'ils n'ont pas rétrogradés et cela, en dépit de diverses influences qui auraient dû agrandir notre territoire et augmenter notre population. Quiconque regarde une carte d'Ontario ne peut nier, non plus, qu'il y a actuellement, dans cette province, de vastes étendues de terres arables absolument inoccupées et, par conséquent, on ne peut pas prétendre que si la population rurale est stationnaire, c'est parce qu'il ne lui reste plus de terre à occuper. Personne, non plus, parmi ceux qui connaissent la situation de nos cultivateurs, ne peut nier ma troisième proposition que la dette hypothécaire de la province d'Ontario, et surtout de la population agricole, a pris des proportions inquiétantes. Je parle avec une connaissance personnelle et positive de la dépréciation du sol, dans beaucoup d'endroits. J'en parle après avoir pris tous les moyens possibles d'arriver à la vérité, et, si le gouvernement révoque en doute mes assertions sur quel'un de ces points, il lui est possible, en consacrant une faible somme à se procurer des renseignements sur la dette hypothécaire, dans les différents bureaux d'enregistrement, de se mettre parfaitement en état de confirmer ou de réfuter mes assertions.

Il peut aussi se renseigner sur la dépréciation du sol, en s'adressant à qui de droit. Quant à l'excès de taxation, il est inutile d'en dire plus, mais il ne peut y avoir de doute que, jusqu'à présent, il n'y a rien de plus apparent que l'inutilité de nos efforts, au moyen de la prétendue politique nationale, pour retenir chez elle la population d'Ontario, ou pour induire un nombre tant soit peu considérable d'immigrants amenés à grands frais, à rester avec nous. Que signifie tout cela? Je dis que tout cela indique que la classe la plus importante de la population d'Ontario va sans cesse s'appauvrir. Cela indique l'insuccès de l'expérience tentée dans toutes les branches importantes, dont l'honorable ministre a parlé d'une manière si enthousiaste cette après-midi. Cela indique aussi un déplacement grave et important de la richesse. Je ne crois pas que le gouvernement, par sa politique, ait ajouté un seul sou à la richesse collective du pays, mais je crois et je sais qu'il a énormément contribué au déplacement de la richesse au Canada, et que du commencement à la fin, sa politique a eu pour effet de faire 500 millionnaires et d'appauvrir 500,000 cultivateurs. Cela peut être sage de sa part, car on sait qu'il est utile pour un gouvernement de créer des millionnaires, sur lesquels il peut tirer pour "un autre \$10,000," ou même pour cent

ou deux cent mille piastres lorsque le coffre est vide. Très peu de manufacturiers, en effet, qui viennent en contact avec le premier ministre peuvent s'en retourner, sans avoir souscrit plus ou moins libéralement au fonds électoral, comme il le sait bien lui-même. Le fait est que l'honorable premier ministre a fait de son mieux pour créer ce que je considère la forme la plus vile de l'oligarchie—une ploutocratie, dont le peuple est esclave. Il peut avoir réussi au développement et à l'agrandissement de deux ou trois villes, dans lesquelles il a versé, d'une manière disproportionnée, les ressources de la population du pays, mais pour ce qui concerne l'ensemble de la population, les faits que je viens d'exposer ne laissent aucun doute dans l'esprit des gens intelligents et honnêtes, que nous avons été joués, pillés et trahis. Il reste à voir si, après avoir été ainsi joués, pillés et trahis, la population est tellement réduite à l'esclavage, qu'elle ne pourra pas revendiquer sa liberté, lorsque le jour en sera venu.

L'honorable ministre des finances a eu la complaisance de nous dire qu'il n'a aucune raison de douter que le Canada soit dans une condition aussi prospère qu'un pays puisse l'être; mais s'il avait seulement regardé autour de lui, il aurait compris que je disais la vérité, lorsque je disais que dans la plus grande et la plus riche province du Canada, au moins, sinon dans les autres, la moitié des cultivateurs tombe rapidement au-dessous de la condition des simples tenanciers, et lorsqu'il aurait vu un quart sinon un tiers de toute la population mâle adulte du Canada, obligée de chercher un refuge aux Etats-Unis, et cela, en beaucoup plus grandes proportions, depuis l'avènement du gouvernement actuel au pouvoir qu'auparavant. Dans Ontario, nous n'avons pas pu mettre en culture plus de 15,000,000 d'acres de terre sur 115,000,000, et, au Manitoba, après avoir, pendant 20 ans, dépensé l'argent comme de l'eau, pour me servir de son expression, la population rurale ne s'élève pas à plus d'une famille par 3 milles ou deux mille acres de terre; voilà le résultat de la politique du gouvernement, dans un pays qui nous a coûté si cher. C'est aujourd'hui le temps d'examiner ces différents points. D'ici à un an, le recensement sera fait, et je suppose que nous aurons les élections générales avant deux ans.

Il sera facile de vérifier l'exactitude de mes assertions, au sujet de la population, si le recensement est pris honnêtement, et si l'on n'a pas recours à la fraude pour dénaturer les rapports. Je n'ai aucun doute sur ce que sera le résultat, à propos de la dette hypothécaire, et de la dépréciation de la propriété foncière. Si l'on voulait sincèrement et honnêtement connaître la vérité, le gouvernement pourrait, avec une très faible dépense comparée aux sommes qu'il gaspille inutilement tous les jours, obtenir des renseignements très précieux, sur la situation exacte de la population du Canada. Les autres points ne peuvent même pas être discutés. J'ai déjà cité la résolution adoptée par l'institut agricole central d'Ontario. J'ai cité la preuve remarquable donnée par le premier ministre lui-même, de la prospérité des cultivateurs d'Ontario, sous le régime de mon honorable ami M. Mackenzie. Je pourrais multiplier les citations, et démontrer par des extraits de journaux amis de l'honorable ministre que je n'ai rien exagéré; mais j'aurai pitié de la chambre, en tenant compte de l'heure avancée à laquelle la séance a été levée ce matin. Mais puisqu'un honorable député